

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

14 DÉCEMBRE 1999

Proposition de loi tendant à promouvoir la représentation paritaire des femmes et des hommes sur les listes de candidats aux élections législatives

(Déposée par Mme Sabine de Bethune et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

La loi du 24 mai 1994 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections (*Moniteur belge* du 1^{er} juillet 1994), loi dite Smet-Tobback, avait pour objectif d'encourager les femmes à participer davantage au processus de décision politique. Cette loi prévoit un régime légal destiné à promouvoir la présence des femmes sur les listes de candidatures. Elle dispose que les listes déposées ne peuvent pas contenir plus de deux tiers de candidats (effectifs et suppléants) du même sexe, et ce pour toutes les élections à quelque niveau que ce soit.

Cette loi a été appliquée dans sa globalité pour la première fois à l'occasion des élections du 13 juin 1999 pour le Parlement européen, les Chambres législatives fédérales et les conseils. L'analyse des résultats de ces élections, réalisée par Ann Carton, du département de sociologie de la KULeuven, a montré que les quotas requis de présence féminine sur les listes ont été respectés. Les listes de candidats pour le Parlement européen, le Sénat et la Région de Bruxelles-Capitale ont même répondu largement à la norme. Sur ces listes, deux candidats sur cinq en moyenne étaient des femmes.

Cette règle des 1/3 - 2/3 doit entraîner une augmentation du nombre de femmes dans les organes politi-

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1999-2000

14 DECEMBER 1999

Wetsvoorstel ter bevordering van een paritaire vertegenwoordiging van vrouwen en mannen op de kandidatenlijsten voor de wetgevende verkiezingen

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune c.s.)

TOELICHTING

De wet van 24 mei 1994 ter bevordering van een evenwichtige verdeling van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen (*Belgisch Staatsblad* van 1 juli 1994), de zogenaamde wet Smet-Tobback, had tot doel de deelname van vrouwen aan de politieke besluitvorming te stimuleren. Deze wet voorziet in een wettelijke regeling die ertoe strekt de aanwezigheid van vrouwen op de kandidatenlijsten te bevorderen. De wet voert de bepaling in dat de ingediende kandidatenlijsten niet meer dan 2/3 kandidaten (effectieven en opvolgers) van hetzelfde geslacht mogen bevatten en dit voor alle verkiezingsniveaus.

Deze wet was voor de eerste maal integraal van toepassing bij de verkiezingen van 13 juni 1999 voor het Europees Parlement, de Federale Wetgevende Kamers en de raden. Uit de analyse van de resultaten van deze verkiezingen door dr. Ann Carton van het departement sociologie van de KULeuven blijkt dat de vereiste aanwezigheid van vrouwen op de lijsten werd gerespecteerd. De lijsten met kandidaten voor het Europees Parlement, de Senaat en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest voldeden zelfs ruimschoots aan de norm. Op deze lijsten waren gemiddeld twee op vijf kandidaten vrouwen.

Deze 1/3-2/3-regel moet uiteindelijk leiden tot een verhoging van het aantal vrouwen in de verkozen

ques élus et, partant, dans les organes exécutifs, le but ultime étant la démocratie paritaire.

Le nombre de femmes élues aux élections législatives du 13 juin 1999, est-il supérieur à celui des élections de 1994 ?

Lorsque l'on examine de plus près les résultats des élections parlementaires de 1994 et de 1999 (après formation des gouvernements et en tenant compte du remplacement des ministres par leurs suppléants au sein des parlements), on obtient les chiffres suivants (1).

	Nombre de femmes/ total élus 1994 — Aantal vrouwen/ totaal aantal verkozenen 1994	% parlementaires féminins 1994 — % vrouwelijke parlementsleden 1994	Nombre femmes/ nombre total d'élus 1999 — Aantal vrouwen/ totaal aantal verkozenen 1999	% parlementaires féminins 1999 — % vrouwelijke parlementsleden 1999
Sénat. — <i>Senaat</i>	17/71	24 %	(20/71) 21/73	28,8 %
Chambre. — <i>Kamer</i>	18/150	12 %	35/150	23,3 %
Vlaams Parlement	21/124	17 %	25/124	20,2 %
Conseil régional wallon. — <i>Waalse Gewest- raad</i>	9/75	12 %	8/75	11 %
Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale. — <i>Raad van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest</i>	20/75	27 %	28/75	37,3 %
Conseil de la Communauté germanophone. — <i>Raad van de Duitstalige Gemeenschap</i>	5/25	20 %	6/25	24 %
Parlement européen. — <i>Europees Parlement</i>	8/25	32 %	7/25	28 %

Le taux de parlementaires féminins progresse légèrement par rapport à 1994 mais n'atteint jamais 1/3 (sauf au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale). Force est donc de constater que la percée escomptée des élues ne s'est pas produite et qu'il y a, aujourd'hui, en politique, 5 hommes pour une femme seulement.

En résumé, on peut dire que la loi Smet-Tobback a eu pour effet de féminiser davantage les listes de candidats, mais pas les parlements. Cette loi dispose que 2/3 au maximum des candidats (effectifs et suppléants) peuvent être du même sexe, mais elle n'offre aucune garantie en ce qui concerne la répartition équilibrée des places entre les hommes et les femmes et celle de la représentation féminine aux places éligibles. Bref, on a beau constater que les différentes listes de candidats ont respecté la norme de composition des listes, cela ne signifie pas automatiquement que plus d'un élu sur trois sera nécessairement une femme.

La vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, Mme Laurette Onkelinx, s'est engagée le 10 novembre 1999, lors de l'audition du Comité d'avis du Sénat

politieke organen en verder in de uitvoerende organen. Dit om het ultieme doel, namelijk de paritaire democratie, te bereiken.

Is het aantal vrouwelijke verkozenen na de parlementsverkiezingen van 13 juni 1999 toegenomen in vergelijking met de verkiezingen van 1994 ?

Wanneer men de resultaten van de parlementsverkiezingen van 1994 en 1999 (na de regeringsvorming en rekening houdende met de opvolgers die in de plaats van de ministers in de parlements zijn gekomen) nader gaat bekijken, komt men tot de volgende cijfers (1).

Het procentueel aantal vrouwelijke parlementsleden neemt in vergelijking met 1994 lichtjes toe, maar bereikt (behalve voor de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest) nergens 1/3. We moeten dus vaststellen dat de verhoopte doorbraak van vrouwelijke verkozenen is uitgebleven en er vandaag in de politiek voor elke 5 mannen slechts 1 vrouw is.

Samengevat kan men stellen dat de wet Smet-Tobback gezorgd heeft voor de verdere vervrouwelijking van de kieslijsten maar niet echt van de parlements. Deze wet bepaalt dat hoogstens 2/3 van de kandidaten (effectieven en opvolgers) van hetzelfde geslacht mogen zijn. Maar deze wetgeving garandeert geen evenwichtige spreiding van mannen en vrouwen op de lijst en ook geen vrouwelijke vertegenwoordiging op de verkiesbare plaatsen. Kortom, de vaststelling dat op de verschillende kandidatenlijsten de norm voor de lijstsamenstelling is bereikt, betekent niet automatisch dat ook meer dan één op drie van de verkozenen een vrouw zal zijn.

Vice-eerste minister en minister van Werkgelegenheid, Laurette Onkelinx, heeft tijdens de hoorzitting van het Adviescomité voor Gelijke Kansen voor vrou-

(1) *Source*: Ministère de l'Emploi et du Travail, service de l'Égalité des chances.

(1) *Bron*: Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, dienst Gelijke Kansen.

pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, à faire réaliser une étude scientifique sur l'incidence que peuvent avoir les différents modes de composition des listes sur la présence de femmes dans les organes élus.

Nous constatons donc que la composition des listes reste un élément crucial pour la féminisation de la politique. Ce n'est qu'en désignant davantage de femmes aux places éligibles que l'on pourra véritablement féminiser les divers parlements et conseils. Cette situation est étroitement liée au système électoral belge applicable à l'élection des parlements, dans lequel l'ordre de la liste détermine en grande partie si l'on sera élu ou non, tandis que le nombre de voix de préférence est moins important. Il est en effet très difficile de court-circuiter l'ordre de la liste.

D'aucuns préconisent de revoir le vote de liste et d'en réduire l'importance de moitié, alléguant que cet affaiblissement du vote de liste contribuerait à renforcer la représentation politique des femmes. Cette proposition nous laisse dubitatifs. Une étude préalable de son incidence sur la féminisation des parlements reste nécessaire. Par ailleurs, cette mesure accentuerait aussi considérablement la médiatisation de la candidature et provoquerait une lutte de concurrence interne. Les partisans de cette révision prétendent également qu'une réduction de moitié du poids du vote de liste rendrait moins urgente l'instauration légale du système d'alternance pour les premières places de la liste. Mais si la réduction de moitié du poids du vote de liste avait des effets positifs sur la féminisation, le système d'alternance resterait une nécessité: les premières places des listes sont importantes en termes d'éligibilité, dans tous les systèmes électoraux existants.

Le fait que plus de la moitié des Belges sont des femmes ne se reflète pas davantage dans la composition des divers parlements. Les femmes participent donc dans une moindre mesure au processus de décision politique et le système politique se caractérise dès lors par un déficit démocratique structurel.

Cette problématique n'est pas nouvelle. Dans le cadre des 50 ans du droit de vote des femmes (1998), le Comité d'avis du Sénat pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes a organisé un débat sur le thème des femmes et du processus de décision politique, précédé d'une audition d'experts.

Sur la base de ces discussions, le comité d'avis a rendu, le 4 février 1999, un avis unanime (doc. Sénat, n° 1-584/2, 1998-1999, p. 51) contenant, entre autres, les lignes directrices suivantes:

«La loi Smet-Tobback doit être amendée comme suit: — les deux premières places effectives des listes sont attribuées obligatoirement à des personnes de sexe différent; — la première place effective de la liste et la première suppléance sont attribuées obligatoi-

wen en mannen van de Senaat op 10 november 1999 toegezegd om een wetenschappelijke studie te laten uitvoeren naar de invloed van verschillende lijstsamenstellingen op de aanwezigheid van vrouwen in de verkozen organen.

Wij stellen dus vast dat wat betreft de vervrouwelijking van de politiek de lijstsamenstelling cruciaal blijft. Enkel door meer vrouwen op verkiesbare plaatsen te positioneren, kunnen de verschillende parlementen en raden echt vervrouwelijken. Dit hangt nauw samen met het Belgische kiessysteem voor de parlementen waar de volgorde op de lijst in grote mate bepalend blijft voor het al dan niet verkozen zijn en de invloed van het aantal voorkeurstemmen minder relevant is. Het is immers zeer moeilijk om de lijstvolgorde te doorbreken.

Sommigen zijn er voorstander van de lijststem te herzien en het gewicht van de lijststem te herleiden tot de helft. Daarbij wordt gesteld dat dit afzwakken van de lijststem zou bijdragen tot een versterkte politieke vertegenwoordiging van de vrouwen. Wij hebben vragen bij dit voorstel. Een onderzoek naar het effect ervan op de vervrouwelijking van de parlementen blijft noodzakelijk vooraleer hierop in te gaan. Bovendien zal dit een nog veel sterkere mediatisering van de kandidaatstelling en interne concurrentiestrijd met zich meebrengen. De voorstanders beweren ook dat als gevolg van het halveren van het gewicht van de lijststem, een wettelijke regeling tot invoering van het ritssysteem bovenaan de lijst een minder dringend karakter zal krijgen. Ook indien de halvering van de lijststem positieve effecten met zich zou meebrengen op het gebied van de vervrouwelijking, blijft het ritssysteem noodzakelijk. Plaatsen bovenaan de lijsten zijn immers in alle bestaande kiesstelsels belangrijke plaatsen wat betreft de verkiesbaarheid.

Het feit dat meer dan de helft van de Belgen vrouwen zijn, wordt allerminst weerspiegeld in de samenstelling van de diverse parlementen. Vrouwen nemen dus niet in gelijke mate deel aan de politieke besluitvorming en bijgevolg wordt het politiek systeem gekenmerkt door een structureel democratisch tekort.

Deze problematiek is niet nieuw. In het kader van 50 jaar vrouwenstemrecht (1998) heeft in het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de Senaat een debat plaatsgevonden rond vrouwen en politieke besluitvorming, voorafgegaan door een hoorzitting met deskundigen.

Op basis van de besprekingen werd door het adviescomité op 4 februari 1999 een unaniem advies (Stuk Senaat, nr. 1-584/2, 1998-1999, blz. 51) uitgebracht met onder andere de volgende krachtlijnen:

«De wet Smet-Tobback moet als volgt worden geamendeerd: — de eerste twee effectieve plaatsen op de kieslijsten moeten toegewezen worden aan personen van een verschillend geslacht; — de eerste effectieve plaats op de lijst en de eerste opvolgers-

rement à des personnes de sexe différent; — les candidats des deux sexes sont obligatoirement répartis de manière équilibrée sur les listes de candidats».

Le comité a ainsi donné dans son avis l'impulsion d'une modification de la loi Smet-Tobback allant dans le sens du projet de loi initial qui n'a pas prévalu à l'époque au sein du gouvernement.

Mme Ann Carton propose elle aussi d'amender la loi visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures sans toucher au rapport 1/3-2/3 :

«Les candidats masculins et féminins devraient occuper les places éligibles en alternance et il faudrait en outre appliquer de manière conséquente le principe de l'alternance aux premières places de la liste. C'est la seule manière d'anticiper un scénario «worst case». Pour la distribution des places sur les listes de candidats, il faut en effet tenir compte non seulement des places éligibles et des places de combat, mais aussi d'une éventuelle perte de sièges.» (*Traduction.*)

Précédemment, le Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes s'est déjà prononcé dans ce sens dans son avis n° 4 du 26 juin 1995 relatif à la participation des femmes à la vie politique: «Le Conseil a demandé au gouvernement d'adapter la loi Smet-Tobback du 24 mai 1994 en y ajoutant l'obligation pour les partis politiques d'inscrire un quota de personnes du même sexe dans les places utiles».

C'est d'ailleurs aussi une revendication présentée depuis des années par les mouvements féminins à caractère politique, en particulier par le groupe de travail «Vrouw & Maatschappij» du CVP. Les dernières directives du CVP relatives aux élections communales et provinciales qui auront lieu en 2000 présentent le système de l'alternance systématique comme un instrument important permettant d'arriver à la démocratie paritaire et de donner plus de visibilité aux femmes sur les listes.

Enfin, il faut souligner que nombre de conventions et de déclarations européennes et internationales plaident en faveur de la démocratie paritaire.

Les déclarations les plus récentes sont celles des ministres des États membres de l'Union européenne lors de la Conférence intitulée «Women and Men in Power» qui s'est tenue à Paris le 17 avril 1999 et durant laquelle il a été dit que la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision, dont l'Union européenne a fait une de ses priorités, est une entreprise qui nous concerne tous, tant les gouvernements et les institutions européennes que les partis politiques, acteurs de la vie socio-économique, en passant par les organisations non gouvernementales et la vie associative.

plaats moeten toegewezen worden aan personen van een verschillend geslacht; — de kandidaten van beide geslachten moeten evenwichtig gespreid worden over de kandidatenlijsten.»

Het adviescomité heeft in haar advies de aanzet gegeven tot wijziging van de wet Smet-Tobback in de betekenis van het oorspronkelijk wetsontwerp dat het toen in de regering niet heeft gehaald.

Ook dr. Ann Carton stelt voor om de wet op de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen op kandidatenlijsten te amenderen zonder de verhouding van 1/3-2/3 te wijzigen:

«Mannelijke en vrouwelijke kandidaten zouden alternerend op de verkiesbare plaatsen moeten terechtkomen en bovendien zou het ritssluitingsprincipe aan de kop van de lijsten consequent moeten worden toegepast. Enkel op deze manier wordt effectief op een «worst case» scenario geanticipeerd. Bij het innemen van posities op kandidatenlijsten moet immers niet alleen rekening worden gehouden met de verkiesbare en de strijdplaatsen maar evenzeer met een mogelijk zetelverlies.»

Vroeger heeft ook de Raad van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen zich in het advies nr. 4 van 26 juni 1995 betreffende de deelname van de vrouwen aan het politiek leven in die zin uitgesproken: «De Raad vroeg aan de regering om de wet Smet-Tobback van 24 mei 1994 aan te passen door er een verplichting aan toe te voegen dat de politieke partijen een quotum zouden opstellen voor personen van hetzelfde geslacht op verkiesbare plaatsen op de kieslijsten.»

Tevens is dit ook al jarenlang een eis van de politieke vrouwenbewegingen, en in het bijzonder van de CVP-werkgroep Vrouw & Maatschappij. In de meest recente CVP-richtlijnen voor de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen van 2000 wordt het ritssysteem aangereikt als een belangrijk instrument voor het bereiken van de paritaire democratie en voor een betere zichtbaarheid van vrouwen op de lijsten.

Tenslotte dient te worden aangestipt dat ook talrijke verdragen en verklaringen op Europees en internationaal niveau pleiten voor paritaire democratie.

De meest recente verklaringen waren deze van de ministers van de lidstaten van de Europese Unie tijdens de «Women and Men in power» conferentie te Parijs op 17 april 1999 waarin het volgende werd gesteld: «Balanced participation by women and men in the decision-making process, which is recognised as one of the priorities of the European Union, is an undertaking which involves us all: governments, European Institutions, political parties involved in economic and social life, non-governmental organisations and associations.»

À cette occasion, la recommandation suivante a été formulée à l'intention des États membres : dans la vie politique, les institutions européennes, les gouvernements et les partis politiques devraient prendre les mesures nécessaires, le cas échéant, par l'imposition d'obligations et/ou par l'adoption de mesures d'encouragement, aussi bien dans le cadre des élections que dans celui de la désignation des membres des organes consultatifs, en vue d'assurer la représentation équilibrée des femmes et des hommes.

À la veille du 21^e siècle, il subsiste donc toujours un déficit démocratique. Au train où les choses ont été ces dernières années, la démocratie paritaire n'est pas pour demain. C'est pourquoi nous estimons que si l'on veut faire en sorte que davantage de femmes soient élues dans les différents parlements, il s'impose avant toute chose de prendre des mesures structurelles complémentaires concernant la répartition des candidats sur les listes. L'on ne peut plus se contenter de demi-mesures; le moment est venu d'œuvrer pour la démocratie paritaire soit effectivement coulée dans un moule légal.

En vue d'arriver à une représentation paritaire des femmes et des hommes au sein des parlements et des conseils, la présente proposition de loi entend donc inscrire dans la loi le principe suivant: l'alternance, qui consiste à faire se succéder sur les listes des personnes de sexe différent, doit obligatoirement être appliquée à l'ensemble de la liste de candidats, y compris les suppléants.

Il s'ensuit automatiquement qu'une liste comportant, suppléants compris, un nombre de places pair, comprendra autant de candidats masculins que de candidats féminins, et que dans le cas d'une liste comportant un nombre de places impair, la différence entre le nombre de candidats masculins et le nombre de candidats féminins ne pourra dépasser une unité. Ce principe doit être intégralement appliqué à toutes les élections des parlements et des conseils qui seront organisées à partir du 1^{er} janvier 2005.

Pour donner aux partis politiques le temps de s'adapter à ce principe, on a prévu une mesure transitoire pour les élections qui seront organisées avant cette date et pour lesquelles on maintiendra la règle du 1/3-2/3 et on appliquera le principe de l'alternance (qui veut que les candidats qui se succèdent sur une liste soient de sexe différent) aux deux premières places pour les candidats titulaires ainsi qu'à celles de premier candidat titulaire et de premier suppléant.

L'on aura ainsi, dans les faits, la garantie qu'en politique aussi, les femmes occuperont des places importantes et qu'en cas d'élection de plusieurs candidats, il y aura toujours une femme parmi les élus.

Le moment est donc venu de créer un incitant législatif supplémentaire qui permettra d'augmenter

Er wordt aan de lidstaten onder andere het volgende aanbevolen om op te nemen in hun beleid: «In political life, European institutions, Governments and the political parties should take the necessary measures including, as appropriate, binding and/or encouraging measures, both in the electoral field and in the appointment of members of advisory bodies involved in public decision-making, with the aim of ensuring balanced participation by women and men.»

Aan de vooravond van de 21e eeuw is er dus nog altijd een democratisch tekort. Aan een zelfde groei-ritme van de laatste jaren zal het nog veel tijd in beslag nemen vooraleer de paritaire democratie verwezenlijkt wordt. Daarom vinden we dat voor de verkiezing van meer vrouwen in de verschillende parlementen eerst en vooral bijkomende structurele maatregelen nodig zijn omtrent de verdeling van de kandidaten op de lijsten. En geen halve oplossingen meer, maar de tijd is gekomen dat we ons streven naar paritaire democratie ook effectief wettelijk vastleggen.

Daarom wil dit wetsvoorstel, om de paritaire aanwezigheid van vrouwen en mannen in de parlementen en raden te bereiken, het volgende principe in de wet laten vastleggen: het ritssysteem, dit is het afwisselend innemen van de plaatsen door personen van een verschillend geslacht, moet verplicht worden toegepast over de gehele kandidatenlijst, opvolgersplaatsen inbegrepen.

Dit houdt automatisch in dat op een lijst, opvolgers inbegrepen, met een even aantal plaatsen het aantal mannelijke en vrouwelijke kandidaten gelijk zijn; en dat op een lijst, opvolgers inbegrepen, met een oneven aantal plaatsen het aantal mannelijke kandidaten en het aantal vrouwelijke kandidaten met slechts één kan verschillen. Dit principe moet integraal worden toegepast voor alle verkiezingen van de parlementen en raden die plaatsvinden vanaf 1 januari 2005.

Om de politieke partijen de tijd te geven zich aan dit principe aan te passen, wordt een overgangsmaatregel voorzien voor de verkiezingen die ondertussen plaatsvinden. Daarvoor wordt de 1/3-2/3-regel behouden en het ritssysteem, het afwisselend innemen van de plaatsen door personen van een verschillend geslacht, moet worden toegepast op de eerste en tweede plaats voor de kandidaat-titularissen alsook op de eerste plaats kandidaat-titularis en de eerste opvolgersplaats.

Op die manier heeft men de feitelijke garantie dat vrouwen ook op politiek belangrijke plaatsen terechtkomen en dat wanneer meer dan één kandidaat verkozen wordt, ook altijd een vrouw tot de verkozenen zal behoren.

De tijd is dus rijp om een extra wettelijke stimulans te creëren die het aantal vrouwen in de politieke orga-

le nombre de femmes au sein des organes politiques et de franchir ainsi un nouveau pas vers la démocratie paritaire.

*
* *

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Cet article dispose que pour les élections de la Chambre des représentants et du Sénat, on appliquera obligatoirement le système de l'alternance homme/femme ou femme/homme à l'ensemble de la liste des candidats, y compris les suppléants.

Article 3

Cet article dispose que pour les élections des conseils de communauté et de région, on appliquera obligatoirement le système de l'alternance homme/femme ou femme/homme à l'ensemble de la liste des candidats, y compris les suppléants.

Article 4

Cet article dispose que pour les élections du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, on appliquera obligatoirement le système de l'alternance homme/femme ou femme/homme à l'ensemble de la liste des candidats, y compris les suppléants.

Article 5

Cet article dispose que, pour les élections du Conseil de la Communauté germanophone, on appliquera obligatoirement le système de l'alternance, homme/femme ou femme/homme, à l'ensemble de la liste des candidats.

Article 6

Cet article dispose que, pour les élections du Parlement européen, on appliquera obligatoirement le système de l'alternance, homme/femme ou femme/homme, à l'ensemble de la liste des candidats, y compris les suppléants.

Article 7

L'application du système de l'alternance à l'ensemble de la liste des candidats deviendra obligatoire pour toutes les élections des parlements et des conseils à partir du 1^{er} janvier 2005. Pour les élections qui seront organisées avant cette date, comme les élec-

nen kan verhogen om zo een nieuwe stap te zetten in de richting van de paritaire democratie.

*
* *

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Dit artikel bepaalt dat voor de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat het ritssysteem, dit wil zeggen het afwisselend plaatsen van man-vrouw of vrouw-man, over de gehele kandidatenlijst, opvolgersplaatsen inbegrepen, moet worden toegepast.

Artikel 3

Dit artikel bepaalt dat voor de verkiezingen van de gemeenschaps- en gewestraden of parlementen het ritssysteem, dit wil zeggen het afwisselend plaatsen van man-vrouw of vrouw-man, over de gehele kandidatenlijst, opvolgersplaatsen inbegrepen, moet worden toegepast.

Artikel 4

Dit artikel bepaalt dat voor de verkiezingen van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest het ritssysteem, dit wil zeggen het afwisselend plaatsen van man-vrouw of vrouw-man, over de gehele kandidatenlijst, opvolgersplaatsen inbegrepen, moet worden toegepast.

Artikel 5

Dit artikel bepaalt dat voor de verkiezingen van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap het ritssysteem, dat wil zeggen het afwisselend plaatsen van man-vrouw of vrouw-man, over de gehele kandidatenlijst moet worden toegepast.

Artikel 6

Dit artikel bepaalt dat voor de verkiezingen van het Europees Parlement het ritssysteem, dat wil zeggen het afwisselend plaatsen van man-vrouw of vrouw-man, over de gehele kandidatenlijst, opvolgersplaatsen inbegrepen, moet worden toegepast.

Artikel 7

Het toepassen van het ritssysteem over de gehele kandidatenlijst wordt verplicht ingevoerd voor alle verkiezingen voor de parlementen en raden gehouden vanaf 1 januari 2005. Voor de verkiezingen die onder- tussen plaatsvinden, zoals de verkiezingen voor

tions de la Chambre et du Sénat prévues pour 2003 et celles des conseils et du Parlement européen prévues pour 2004, la proposition prévoit, outre le maintien de la règle des 2/3-1/3, une mesure transitoire consistant à appliquer l'alternance (c'est-à-dire l'occupation des places successives par des personnes de sexe différent) aux deux premières places de candidat titulaire, d'une part, et aux places de premier candidat titulaire et de premier suppléant, d'autre part. Cette disposition transitoire sera également applicable à l'élection de la Communauté germanophone, sauf en ce qui concerne les listes de suppléants, qui n'existent pas pour cette élection.

Sabine de BETHUNE.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution, à l'exception de l'article 6, qui règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 117*bis* du Code électoral, inséré par la loi du 24 mai 1994, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Chaque liste sera établie en alternance du sexe des candidats, tant titulaires que suppléants. »

Art. 3

Dans l'article 14*bis* de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, inséré par la loi du 24 mai 1994, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Chaque liste sera établie en alternance du sexe des candidats, tant titulaires que suppléants. »

Art. 4

Dans l'article 11*bis* de la loi ordinaire du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, inséré par la loi du 24 mai 1994, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Chaque liste sera établie en alternance du sexe des candidats, tant titulaires que suppléants. »

Kamer en Senaat voorzien voor 2003 en deze van de raden en het Europees Parlement voorzien voor 2004, wordt er naast het behoud van de 1/3-2/3-regel in een overgangsmaatregel voorzien, namelijk dat het rits-systeem, de plaatsen afwisselend laten innemen door personen van een verschillend geslacht, moet worden toegepast op de eerste en tweede plaats voor de kandidaat-titularissen alsook op de eerste plaats kandidaat-titularis en de eerste opvolgersplaats. Deze overgangsbepaling is ook van toepassing voor de verkiezing van de Duitstalige Gemeenschap maar dan zonder rekening te houden met de opvolgerslijsten daar er hier geen afzonderlijke opvolgerslijsten zijn.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, behalve artikel 6 dat een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet regelt.

Art. 2

In artikel 117*bis* van het Kieswetboek, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1994, worden het eerste en het tweede lid vervangen door het volgende lid :

« Op elke lijst moeten zowel de kandidaat-titularissen als de kandidaat-opvolgers afwisselend van een verschillend geslacht zijn. »

Art. 3

In artikel 14*bis* van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1994, worden het eerste en het tweede lid vervangen door het volgende lid :

« Op elke lijst moeten zowel de kandidaat-titularissen als de kandidaat-opvolgers afwisselend van een verschillend geslacht zijn. »

Art. 4

In artikel 11*bis* van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt verkozen, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1994, worden het eerste en het tweede lid vervangen door het volgende lid :

« Op elke lijst moeten zowel de kandidaat-titularissen als de kandidaat-opvolgers afwisselend van een verschillend geslacht zijn. »

Art. 5

Dans l'article 22*bis* de la loi du 6 juillet 1990 réglant le mode d'élection du Conseil de la Communauté germanophone, inséré par la loi du 24 mai 1994, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par l'alinéa suivant :

«Chaque liste sera établie en alternance du sexe des candidats titulaires.»

Art. 6

L'article 21*bis* de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, inséré par la loi du 24 mai 1994, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par le texte suivant :

«Art. 21*bis*.— Chaque liste sera établie en alternance du sexe des candidats, tant titulaires que suppléants.»

Art. 7

Les articles 2 à 6 s'appliquent aux élections qui seront organisées à partir du 1^{er} janvier 2005.

Les élections organisées avant le 1^{er} janvier 2005 sont soumises aux règles suivantes :

1^o Sur une liste, le nombre de candidats d'un même sexe ne peut excéder une quotité des deux tiers du total de sièges constitué par la somme du nombre de sièges à pourvoir pour l'élection et du nombre maximum autorisé de candidats suppléants. Pour l'élection du Conseil de la Communauté germanophone, le nombre de candidats d'un même sexe sur une liste ne peut excéder une quotité des deux tiers du total des sièges à pourvoir pour l'élection. Si le résultat ainsi obtenu contient des décimales, ce chiffre est arrondi à l'unité supérieure s'il est supérieur ou égal à 0,5. Dans les autres cas, il est arrondi à l'unité inférieure;

2^o Le système de l'alternance, en vertu duquel les places sont attribuées de manière à ce que les candidats successifs soient chaque fois de sexe différent, est appliqué aux deux premières places de candidat titulaire ainsi que, sauf pour l'élection du Conseil de la Communauté germanophone, aux places de premier candidat titulaire et de premier candidat suppléant.

Art. 5

In artikel 22*bis* van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1994, worden het eerste en het tweede lid vervangen door het volgende lid :

«Op elke lijst moeten de kandidaten-titularissen afwisselend van een verschillend geslacht zijn.»

Art. 6

Artikel 21*bis* van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezingen van het Europees Parlement, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1994, wordt vervangen als volgt :

«Art. 21*bis*.— Op elke lijst moeten zowel de kandidaat-titularissen als de kandidaat-opvolgers afwisselend van een verschillend geslacht zijn.»

Art. 7

De artikelen 2 tot en met 6 zijn van toepassing op de verkiezingen die gehouden worden vanaf 1 januari 2005.

Voor de verkiezingen gehouden vóór 1 januari 2005 geldt het volgende :

1^o op een lijst mag het aantal kandidaten van hetzelfde geslacht niet meer bedragen dan twee derde van het totaal verkregen door de som van het aantal bij de verkiezing te begeven zetels en het maximaal aantal toegelaten kandidaat-opvolgers. Voor de verkiezing van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap mag op een lijst het aantal kandidaten van hetzelfde geslacht niet meer bedragen dan twee derde van het totaal aantal bij de verkiezing te begeven zetels. Indien het aldus bekomen resultaat decimalen bevat, worden die naar boven of naar beneden afgerond naargelang ze al dan niet 0,50 bereiken;

2^o het ritssysteem waarbij de plaatsen afwisselend toegewezen worden aan personen van een verschillend geslacht, moet worden toegepast op de eerste en tweede plaats voor de kandidaat-titularissen alsook, behalve voor de verkiezing van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, op de eerste plaats voor kandidaat-titularis en de eerste opvolgersplaats.

Sabine de BETHUNE.
Clotilde NYSENS.
Mia DE SCHAMPHELAERE.
Erika THUIS.
Ingrid van KESSEL.